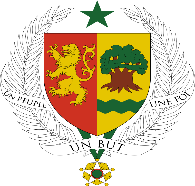
**RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL**



**Analyse comparative de l’évolution des pondérations de l’IHPC 2014-2021**

**Rapport de Stage**

**Aout-Septembre 2024**

**Sous la supervision de :**

M. El Hadji Malick CISSE

*Chef du bureau des prix*

**Rédigé par** :

Malick SENE

*Elève Ingénieur Statisticien Economiste*

**Ministère de l’Economie du Plan et de la Coopération**

**Année Académique** :

2023-2024

Ecole nationale de la Statistique et de l’Analyse économique Pierre Ndiaye

**Agence nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSDSénégal)**

\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*

**Un Peuple-Un But-Une Foi**

L’École nationale de la Statistique et de l’Analyse économique Pierre NDIAYE (ENSAE) et l’Agence nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) déclinent toute responsabilité quant aux opinions exprimées dans ce rapport. Ces idées reflètent uniquement celles de l’auteur et doivent être considérées comme telles.

# Décharge

# Remerciement

Nous exprimons notre profonde gratitude à l’ensemble du personnel de l’Agence nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). Nos remerciements vont particulièrement à l’endroit de Dr. Abdou DIOUF, Directeur général de l’ANSD, pour l’opportunité de mener ce stage au sein de cette institution, ainsi qu’à Dr. Amath DIAGO, Chef de la Division des statistiques conjoncturelles, pour son appui. Nous adressons une reconnaissance spéciale à M. El Hadji Malick CISSE, Chef du bureau des prix, pour son accompagnement, sa disponibilité et son soutien constant tout au long du stage. Nous remercions également M. Modou Ndoumbé Dame DIOP, Mme Ndeye Mareme DIOP, M. Abdou Salam NIANG et tout le personnel du Bureau des Prix pour leur accueil chaleureux.

Nos remerciements s’étendent également à tout le corps administratif et professoral de l’ENSAE pour la qualité de l’enseignement dispensé.

# Avant-propos

Dans un monde en évolution constante, les données statistiques jouent un rôle crucial pour guider les politiques publiques et soutenir le développement économique. Elles aident à comprendre les changements sociaux, économiques et démographiques, offrant aux décideurs des outils pour mieux planifier l’avenir. C’est dans cette optique que l’École nationale de la Statistique et de l’Analyse Économique Pierre Ndiaye (ENSAE) du Sénégal forme des statisticiens qualifiés pour relever les défis du développement en Afrique.

L’ENSAE, membre du Réseau des Écoles Africaines de la Statistique, œuvre aux côtés d’institutions partenaires à savoir l’ENSEA d’Abidjan, l’ISSEA de Yaoundé et l’ENEAM de Cotonou, pour former des cadres statisticiens au service des pays francophones d’Afrique. Son offre de formation couvre plusieurs filières :

* Les Analystes Statisticiens (AS), avec une formation de 3 ans ;
* Les Ingénieurs Statisticiens Économistes (ISE) cycle court, d’une durée de 3 ans ;
* Les Ingénieurs Statisticiens Économistes (ISE) cycle long, avec un cursus de 5 ans ;

Des masters spécialisés, tels que le Master Aide à la Décision et Évaluation de Politiques Publiques (ADEPP) et le Master en Statistiques Agricoles.

Afin de renforcer l’apprentissage par l’expérience, l’ENSAE intègre dans ses parcours un stage d’immersion en milieu professionnel, réalisé à la fin de la deuxième année pour les élèves ISE cycle long. Ce stage leur permet de découvrir les réalités du terrain, d’appliquer les notions acquises en cours et de développer des compétences pratiques. À l’issue de cette expérience, un rapport est rédigé et présenté devant un jury.

Le présent rapport, intitulé « Analyse de l’évolution des pondérations de l’Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) : 2014-2021 », s’inscrit dans cette démarche. Ce document résulte d’un stage de deux mois (aout-septembre 2024) effectué à l’Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD).

# Sommaire

[Décharge i](#_Toc182735144)

[Remerciement ii](#_Toc182735145)

[Avant-propos iii](#_Toc182735146)

[Sommaire iv](#_Toc182735147)

[Sigles et abréviations v](#_Toc182735148)

[Liste des tableaux vi](#_Toc182735149)

[Liste des Graphiques vii](#_Toc182735150)

[Résumé viii](#_Toc182735151)

[Introduction 1](#_Toc182735152)

[Chapitre 1 : Présentation de la structure d’accueil 3](#_Toc182735153)

[Chapitre 2 : Cadre conceptuel 13](#_Toc182735154)

[Chapitre 3 : Analyse de l’évolution des pondérations de 2014 et de 2021 19](#_Toc182735155)

[Chapitre 4 : Rôle des pondérations dans les variations de l’IHPC 41](#_Toc182735156)

# Sigles et abréviations

|  |  |
| --- | --- |
| ANSD | Agence nationale de la Statistique et de Démographie |
| EHCVM | Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages |
| ESPS-II | Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal (2e édition) |
| IHPC | Indice harmonisé des Prix à la consommation |
| IPC | Indice des Prix à la Consommation |
| PPA | Parités de Pouvoir d'Achat |
| UEMOA | Union économique et monétaire Ouest Africaine |

# Liste des tableaux

[Tableau 1 : Structure de consommation (en %) des produits alimentaires et boissons non alcoolisées entre 2014, 2021. 23](#_Toc180927595)

[Tableau 2 : Structure de consommation (en %) boissons alcoolisées tabac et stupéfiants entre 2014 et 2021. 25](#_Toc180927596)

[Tableau 3 : Structure de consommation (en %) vêtements et chaussures entre 2014 et 2021 26](#_Toc180927597)

[Tableau 4 : Structure de consommation (en %) logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles entre 2014 et 2021 27](#_Toc180927598)

[Tableau 5 : Structure de consommation (en %) ameublement, équipement ménager et entretien courant du ménage entre 2014 et 2021 29](#_Toc180927599)

[Tableau 6 : Structure de consommation (en %) en dépense de santé entre 2014 et 2021 30](#_Toc180927600)

[Tableau 7 : Structure de consommation (en %) en transport entre 2014 et 2021 32](#_Toc180927601)

[Tableau 8 : Structure de consommation (en %) informations et communication entre 2014 et 2021 33](#_Toc180927602)

[Tableau 9 : Structure de consommation (en %) des dépenses en loisirs, sport et culture entre 2014 et 2021 35](#_Toc180927603)

[Tableau 10 : Structure de consommation (en %) des dépenses en services d’enseignement 2014 et 2021 37](#_Toc180927604)

[Tableau 11 : Structure de consommation (en %) restaurants et services d’hébergement 2014 et 2021 38](#_Toc180927605)

[Tableau 12 : Structure de consommation (en %) des dépenses en assurances et services financiers ; soins personnels, protection sociale et biens divers 2014 et 2021 40](#_Toc180927606)

# Liste des Graphiques

[Graphique 1 : Pondération des divisions en 2014 20](#_Toc180927673)

[Graphique 2 : Pondération des divisions en 2021 21](#_Toc180927674)

[Graphique 3 : Comparaison pondérations 2014-2021 22](#_Toc180927675)

# Résumé

Cette étude vise à examiner les changements dans les pondérations de l’Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) au Sénégal entre 2014 et 2021, en mettant en évidence les facteurs économiques et sociaux à l’origine de ces évolutions et en analysant leurs répercussions sur la mesure de l’inflation.

Les résultats montrent des évolutions notables dans les habitudes de consommation des ménages. D’une part, la part des dépenses alimentaires et boissons non alcoolisées a diminué passant de 49,6% en 2014 à 45,47% en 2021. Cette baisse reflète une diversification des dépenses des ménages, qui allouent une part croissante de leurs ressources à d’autres catégories. Par exemple, les services de restauration et d’hébergement ont enregistré une progression remarquable, leur pondération passant de 3,76 % à 9,20 %, témoignant d’une tendance accrue à consommer en dehors des foyers. De même, les services d’information et de communication ont vu leur importance dans le panier des ménages doubler, atteignant 7,46 % en 2021, indiquant une adoption croissante des technologies numériques et des outils de communication.

D’autre part, certaines catégories ont vu leur pondération diminuer. Les vêtements et chaussures, par exemple, sont passés de 7,30 % à 4,77 %, traduisant une baisse des dépenses dans ce domaine. Le logement, l’eau, l’électricité et les combustibles ont également connu une baisse, passant de 12,04 % à 9,16 %. Ces évolutions sont influencées par des facteurs tels que l’urbanisation croissante, le pouvoir d’achat amélioré (avec un PIB par habitant passant de 1 060 USD en 2014 à 1 540 USD en 2021, selon la Banque Mondiale), la hausse des importations de certains biens et services et les changements dans les modes de vie des ménages sénégalais etc.

L’étude met également en évidence l’importance des pondérations de l’IHPC dans la mesure de l’inflation, en reflétant la part relative des différentes catégories de biens et services dans les dépenses des ménages. Les produits à forte pondération, comme les aliments (45,47 % en 2021), influencent significativement l’inflation, tandis que les catégories à faible pondération, comme les assurances (0,1 %), ont un impact global limité mais peuvent affecter certains ménages de manière importante.

# Introduction

L’indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) est un outil statistique de référence qui permet, aux pays membres de l'Union économique et monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), de suivre l’évolution des prix des biens et services de consommation, de mesurer l'inflation, entre autres. Il a été mis en place pour harmoniser les méthodes de calcul des indices de prix à la consommation au sein de l’Union, garantissant ainsi une comparabilité des niveaux des prix entre les différents États membres. Cette harmonisation est essentielle pour une analyse cohérente des fluctuations des prix et facilite la coordination des politiques monétaires et économiques à l'échelle régionale.

L’IHPC permet de suivre l’évolution des prix des biens et services consommés par les ménages. Cet indice est utilisé comme un indicateur clé pour mesurer le coût de la vie et évaluer le pouvoir d’achat des populations. Il joue également un rôle central dans la prise de décisions économiques, en fournissant une base solide pour ajuster les salaires, fixer les taux d'intérêt, et élaborer des prévisions macroéconomiques.

Un élément crucial dans la construction de l'IHPC est la pondération, qui attribue un poids spécifique à chaque bien ou service, en fonction de sa part dans la dépense globale des ménages. Ces pondérations reflètent la structure de la consommation des ménages d’un pays au cours de l’année de référence et influencent directement la mesure de l’indice et par conséquent celle de l'inflation. Cependant, les comportements de consommation évoluent sous l'effet des changements économiques, sociaux et technologiques. Pour que l'IHPC demeure pertinent, les pondérations doivent être révisées régulièrement. La méthodologie de l'UEMOA prévoit une révision tous les cinq ans, mais en pratique, cette réactualisation peut être retardée en raison de contraintes budgétaires ou logistiques.

Actuellement, les pondérations de l'IHPC au Sénégal sont en cours de révision, avec comme année de référence 2021 pour les pondérations et 2023 pour les prix. La base des pondérations de 2014 a été élaborée principalement à partir des données de l'enquête ESPS-II (Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal) de 2011. Cependant, en 2021, la deuxième édition de l’Enquête harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM-II) a fourni de nouvelles données sur les habitudes de consommation, permettant ainsi d'actualiser les pondérations utilisées pour le calcul de l’IHPC, dans le cadre du projet de rénovation. Ces révisions tiennent également compte d'autres sources de données, telles que la comptabilité nationale et les statistiques du commerce extérieur. La mise à jour des pondérations est essentielle pour garantir que l'indice reflète fidèlement les réalités économiques et sociales des ménages sénégalais.

Le calcul des indices de prix repose sur la méthode de Laspeyres, qui utilise des pondérations fixes basées sur une année de référence. Jusqu'en 2023, les pondérations de 2014 étaient encore utilisées. Cependant, la rénovation en cours introduira les pondérations de 2021, permettant ainsi une meilleure représentativité des structures de consommation actuelles.

Entre 2014 et 2021, le Sénégal a connu des transformations économiques importantes qui ont justifié ces ajustements. Cette étude a pour objectif d’analyser les évolutions des pondérations de l’IHPC sur cette période et d’identifier les facteurs économiques qui auraient influencé ces changements.

L'objectif principal de cette étude est d’analyser les évolutions des pondérations de l'IHPC au Sénégal entre 2014 et 2021.

Spécifiquement, il s'agit d’analyser, pour chaque division et groupe, les écarts entre les poids de 2014 et 2021, de comprendre les facteurs économiques et sociaux qui seraient à l’origine de ces évolutions et d’évaluer leurs impacts sur la mesure de l’inflation.

Afin de répondre à cette problématique, le rapport s’organise en quatre (4) chapitres : dans le premier chapitre, nous présenterons la structure d’accueil, en abordant l’historique de l’ANSD, ses missions principales, ainsi que son organisation et un focus particulier sur le Bureau des Prix. Le deuxième chapitre sera consacré au cadre conceptuel, notamment à la définition et aux objectifs de l’Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) et à sa méthodologie de calcul. Le troisième chapitre traitera de l’analyse de l’évolution des pondérations de l’IHPC entre 2014 et 2021, en détaillant les variations observées pour chaque catégorie de biens et services ainsi que les facteurs explicatifs de ces évolutions. Enfin, le quatrième chapitre examinera les impacts de ces ajustements sur l’inflation.

# Chapitre 1 : Présentation de la structure d’accueil

Dans cette section, nous présenterons l’Agence nationale de la Statistique et de la Démographie, structure d’accueil de ce stage, avec un focus particulier sur le Bureau des Prix, tout en détaillant les travaux réalisés au cours de cette période.

## 1. Historique de l’ANSD

L’Agence nationale de la Statistique et de la Démographie a été officiellement créée par la loi 21-2004 du 21 juillet 2004 portant organisation des activités statistiques. Elle est née d’un désir de se munir d’une structure administrative chargée d’assurer la coordination technique du système statistique national sur la base des principes fondamentaux de la statistique publique adoptés en 1994 par la Commission de statistique des Nations Unies tout en restant elle-même un membre à part entière produisant et publiant des données statistiques. Cette nouvelle loi vient au-delà d’installer un cadre institutionnel pallier les manquements de la loi no 66-59 du 30 juin 1966 devenue obsolète face aux nouvelles réalités économiques et sociales. La recherche d’une organisation efficace, fiable, transparente et adaptée aux objectifs de développement se poursuit avec les modifications liées à la Loi no 2012-03 introduite pour résoudre certaines lacunes du dispositif et préciser les clauses de confidentialité des données. Cela se fait dans un contexte particulier à l’origine de l’élaboration du premier Schéma Directeur Statistique (le SDS 2008-2013) : les exigences de la bonne gouvernance et la lutte contre la pauvreté, les possibilités de plus en plus grandes qu’offrent les Technologies de l’Information et de la Communication et la mondialisation des économies.

## 2. Missions de l’ANSD

Les 3 premiers articles du décret présidentiel N° 2005-43 relatif à l’Agence nationale de la Statistique et de la Démographie du 23 mai 2005 précisent les missions de l’institution :

* De veiller à l’élaboration et à la mise en œuvre des programmes pluriannuels et annuels d’activités statistiques ;
* D’assurer la mise en application des méthodes, concepts, définitions, normes, classifications et nomenclatures approuvés par le Comité technique des programmes statistiques ;
* De préparer les dossiers à soumettre aux réunions du Conseil national de la statistique et du Comité technique des programmes statistiques ;
* D’assurer le secrétariat et l’organisation des réunions du Conseil national de la statistique et du Comité technique des programmes statistiques ainsi que de ses sous-comités sectoriels ;
* De réaliser des enquêtes d’inventaire à couverture nationale notamment les recensements généraux de la population et les recensements d’entreprises ;
* De produire les comptes de la nation ;
* De suivre la conjoncture et la prévision économique en rapport avec le service en charge de la prévision et de la conjoncture économique ;
* D’élaborer et de gérer les fichiers des entreprises et des localités ;
* D’élaborer les indicateurs économiques, sociaux et démographiques ;
* De centraliser et de diffuser les synthèses des données statistiques produites par l’ensemble du système statistique national ;
* De favoriser le développement des sciences statistiques et la recherche économique appliquée relevant de sa compétence ;
* De promouvoir la formation du personnel spécialisé pour le fonctionnement du système national d’information statistique par l’organisation des cycles de formation appropriés notamment au sein d’une école à vocation régionale ou sous régionale intégrée à l’agence.
* De suivre de la coopération technique internationale en matière statistique ;
* De mener des recherches et études statistiques pour les administrations publiques à titre onéreux ou gracieux.

## 3. Organisation de l’ANSD

### Présentation des directions

En dehors de la Direction générale composée du Directeur général et de son adjoint, les Conseillers techniques, la Cellule juridique, la Cellule du Contrôle de gestion, le Conseiller à l’action statistique régionale, l’Auditoire interne, la Cellule de communication, la Cellule de passation de marchés, le Service médical, le Service de sécurité et les secrétariats du Directeur général et de son adjoint, l’ANSD est composé de services centraux, de services régionaux et est organisé en directions, cellules, divisions, bureaux et services.

### Services régionaux

Les services régionaux représentent l’ANSD au niveau régional. Placés sous l’autorité du directeur général adjoint et sous la supervision directe d’un Conseiller à l’action statistique régionale, ils sont chargés :

* De la gestion du personnel, du matériel et des moyens financiers mis à la disposition des Services ;
* D’assurer la coordination et l’animation du système statistique régional ;
* De piloter les opérations de collecte, de procéder au traitement et à l’analyse des données au niveau régional et local ;
* De coordonner et gérer, au niveau décentralisé, l’ensemble des enquêtes conçues par les directions techniques de l’ANSD ;
* D’élaborer des documents sur la situation économique et sociale de la région ;
* De diffuser des statistiques et études nationales et régionales dans la région ;

De mener des études spécifiques (monographies, notes de conjoncture, etc.) nécessaires à la connaissance de la situation économique, démographique et sociale de la région ;

### Services centraux

Au niveau central, l’ANSD compte sept (8) directions :

* Direction des statistiques économiques et de la comptabilité nationale (DSECN) ;
* Direction des statistiques démographiques et sociales (DSDS) ;
* Direction de la Méthodologie, de la Coordination statistique et de l’Innovation (DMCI) ;
* Direction des systèmes d’information et de la diffusion (DSID) ;
* Direction de l’administration générale et des ressources humaines (DAGRH) ;
* Direction de l’Ecole Nationale de la Statistique et de l’Analyse Economique Pierre Ndiaye

(ENSAE) ;

* L’Agence Comptable (AC) qui est directement rattaché au Directeur général.
* Direction à l’Action Régionale (DAR).
* **La Direction des statistiques économiques et de la comptabilité nationale (DSECN)**

La DSECN est chargée de l’élaboration des statistiques économiques globales et de la production de comptes nationaux. Elle a également pour vocation de mener des études et recherches portant sur des domaines spécifiques. Elle est structurée en trois Divisions que sont :

* **La Division des statistiques économiques** qui est chargée de l’élaboration de la Banque de données économiques et financières (BDEF), du suivi de la démographie des entreprises et qui conçoit les systèmes d’information statistique des entreprises ;
* **La Division de la comptabilité nationale** qui produit et analyse des comptes nationaux en synthétisant les statistiques et indicateurs que produisent les autres unités de l’ANSD ou les organismes extérieurs compétents. Elle contribue également à l’élaboration des comptes nationaux sectoriels et satellites.
* **La Division des statistiques conjoncturelles** qui conçoit et réalise des enquêtes de conjoncture auprès des entreprises. Elle élabore les statistiques du commerce extérieur, et des indicateurs conjoncturels. Elle est composée de trois (3) bureaux que sont :
* **Le bureau des Enquêtes de Conjoncture (BEC)** qui conçoit et établit l’indice de la production (IPPI), l’indice des prix de production des services (IPPS), l’indice du chiffre d’affaires et le suivi de l’offre d’emploi dans le secteur moderne de l’agriculture.
* **Le Bureau des Echanges extérieurs (BEE)** qui établit et publie les statistiques du commerce extérieur sur la base des données douanières et d’enquêtes complémentaires auprès des opérateurs économiques.
* **Le Bureau des Prix (BP)** qui élabore l'indice des prix à la consommation et les indices du Coût de la construction. Il est également chargé du suivi des indicateurs de pouvoir d’achat des ménages. Il mène des travaux visant à en améliorer la précision et la qualité des indices de prix.
* **La Direction des statistiques démographiques et sociales (DSDS)**

La DSDS qui est chargée de la conception, de l’exécution et de l'analyse des enquêtes et recensements démographiques et socio-économiques auprès des ménages. Elle centralise et traite les fichiers 7 reprenant les copies des actes d’état civil reçues et saisies au niveau régional. Elle est chargée d’établir des statistiques sociodémographiques pour le suivi des programmes de développement. Elle coordonne toutes les activités relatives à la cartographie. Elle comprend trois divisions que sont :

* La Division du Recensement et des Statistiques démographiques (DRSD) ;
* La Division des Statistiques sociales et du Suivi de la Pauvreté (DSSSP) ;
* La Division de la Cartographie et de l’Echantillonnage (DCE).
* **La Direction de la Méthodologie, de la Coopération statistique et de l’Innovation** **(DMCI)**

La DMCI élabore et diffuse des méthodologies et bonnes pratiques statistiques, harmonise les concepts, nomenclatures et classifications utilisés à l'ANSD et au sein du Système statistique national (SSN). Elle met en place un cadre national d'assurance qualité, assure la veille technologique et promeut la recherche et l'innovation. En outre, elle coordonne et programme les activités statistiques du SSN, supervise la coopération internationale de l'ANSD et sert d'interlocuteur entre l'ANSD et les autres structures du SSN. Elle assiste le Directeur général dans la préparation des dossiers pour le Conseil national de la Statistique (CNS) et le Comité technique des Programmes statistiques (CTPS), et veille à l'exécution de leurs décisions. Enfin, elle garantit un haut niveau de maîtrise des techniques statistiques et assure la gestion de la qualité des résultats produits. La DMCI est composée de deux divisions :

* La Division de la Méthodologie et de l’Innovation (DMI) ;
* La Division de la Coopération et de la Coordination statistique (DCC).
* **La Direction des Systèmes d’Information et de la Diffusion (DSID)**

La DSID est chargée d’assurer la mise à disposition d’un système d’information efficient pour l’ensemble des activités de l’ANSD et de gérer la diffusion des produits de l’ANSD. A cet égard, elle a pour mission de superviser la conception et la mise à disposition de l’infrastructure de base et des outils informatiques nécessaires aux différentes activités de l’ANSD, de constituer des bases de données exhaustives et fiables pour les activités de l’ANSD. Elle est structurée en deux divisions que sont :

* La Division de la Diffusion (DD) ;
* La Division de l’Informatique (DI).

Un responsable de la sécurité des systèmes d’information est rattaché au Directeur.

* **La Direction de l’Administration générale et des Ressources humaines (DAGRH)**

La DAGRH est chargée de la gestion du personnel et des compétences, d’assurer la sécurité de l’agence sur toutes les questions réglementaires, l’approvisionnement de l’Agence et la gestion de la logistique et du matériel. Elle coordonne la préparation du projet de budget de l’Agence et des projets. Elle supervise l’élaboration du compte administratif de l’Agence et la gestion des stocks. La DAGRH comprend deux divisions que sont :

* La Division des Ressources humaines (DRH) ;
* La Division de l’Administration générale et des Finances (DAGF).
* **La Direction de l’Ecole nationale de la Statistique et de l’Analyse économique Pierre Ndiaye (ENSAE)**

L’ENSAE est un établissement d’enseignement supérieur rattaché à l’ANSD. Elle est chargée de la formation permanente des statisticiens de l’Agence et du Système statistique national (SSN). La Direction de l’Ecole exerce son autorité sur l’ensemble des services, du personnel et des élèves. Elle met en œuvre les orientations générales définies par le Conseil de Surveillance de l’ANSD sur proposition du Conseil de perfectionnement. Elle veille à l’observance des lois et règlements et au bon déroulement des enseignements. Outre la Direction, l’école est composée des entités suivantes :

* Direction des études et des stages ;
* Unité de recherche ;
* Secrétaire Administratif.
* **L’Agence Comptable (AC)**

L’AC est chargée de recouvrer les recettes régulièrement liquidées par l’Ordonnateur à travers des ordres de recettes. A ce titre, elle entreprend toutes les diligences nécessaires conformément à la règlementation en vigueur en matière de recouvrement. L’agence comptable est, conformément aux lois et règlements, responsable des opérations de recettes et de dépenses qu’elle exécute d’une part et d’autre part, de la conservation du patrimoine c’est-à-dire de la prise en charge comptable à l’inventaire des actifs financiers et non financiers acquis et de la conservation des droits, privilèges et hypothèques des immobilisations incorporelles et corporelles. Elle est placée sous la direction d’un Agent comptable nommé par arrêté du ministre en charge des Finances.

L’Agence Comptable est composée de :

* La Division de la Comptabilité générale, de la Trésorerie et du Recouvrement ;
* La Division des dépenses.
* **La Direction à l’Action Régionale (DAR)**

La DAR représente l’ANSD au niveau régional.

A travers les Services régionaux de la Statistique et de la Démographie (SRSD), elle assure la gestion des ressources humaines, matérielles et financières des services, coordonne le système statistique régional, pilote les enquêtes et collecte des données au niveau décentralisé. Elle élabore des documents sur la situation économique et sociale des régions, appuie les autorités locales et les ONG dans leurs projets, et mène des études spécifiques. La DAR contribue également à l’élaboration et au suivi du Programme national d’activités statistiques, tout en renforçant les capacités statistiques des services sectoriels régionaux.

### Présentation du Bureau des Prix

Notre structure d’accueil, le Bureau des Prix, se charge des étapes d’élaboration de l’Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) à savoir la collecte, la saisie, le traitement et la publication dudit indice. La collecte se fait sur les principaux points de vente qui offrent des biens et services aux ménages. Le bureau des prix s’occupe également des relevés de prix au niveau des différents points de vente échantillonnés. Il analyse l’évolution de l’indice de chaque poste par rapport au mois précédent et au mois correspondant de l’année précédente. Le bureau des prix publie à cet effet une note d’analyse mensuelle. Etant donné que le panier des biens pour le calcul de l’IHPC évolue avec le temps (disparition de certains biens et apparition d’autres biens), le bureau veille à la rénovation de l’IHPC pour la mise à jour des pondérations et la classification des nouveaux produits. En interne, le bureau publie chaque semaine un tableau de bord qui donne l’évolution des prix des produits sensibles et une note d’actualités économiques et financières.

**3.5 Bilan des activités réalisées pendant le stage**

Durant notre stage, nous avons eu l'opportunité de participer à plusieurs activités au sein du Bureau des Prix, notamment :

▪ **Assister à des activités de calcul des pondérations**, qui se tenaient habituellement les après-midis de 15 heures à 17 heures. Les données utilisées provenaient principalement de l'enquête EHCVM-II. Le calcul des pondérations comportait quelques défis, notamment le manque de données pour certains biens ou services, nécessitant l'exploitation d'autres sources de données (commerce extérieur, la comptabilité nationale, etc.).

▪ **Participer à une descente sur le terrain pour la collecte des prix de certains biens.** Ces collectes se déroulent mensuellement et incluent divers types de points de vente, tels que des pharmacies, boutiques, supermarchés, marchés, centres de santé et quincailleries. Les enquêteurs suivent un panier de biens prédéfini pour évaluer les variations de prix. Par exemple, nous avons relevé les prix de produits alimentaires, ménagers, pharmaceutiques, ainsi que des matériaux de construction et des produits électroniques. Des observations spécifiques ont été faites pour chaque secteur, comme le suivi des prix des matériaux de construction dans les quincailleries et des produits alimentaires dans les supermarchés.

▪ **Travailler sur l’amélioration de la méthode de calcul des prix du pain**. Dans le cadre de cette activité, nous avons suivi l'évolution des prix dans l'industrie des boulangeries, en tenant compte des variations de quantité produite et des ajustements de prix nécessaires. En raison de la nature informelle du secteur, les boulangers produisent souvent des baguettes de quantités légèrement différentes, variant entre 180g et 220g. Pour répondre à cette problématique, nous avons adopté une approche qui normalise les prix en fonction des quantités produites, par rapport aux quantités de référence qui étaient censées être produites, avec une marge de tolérance de 5 %. Les prix ajustés sont calculés à l'aide de la formule suivante :

*Prix ajusté = Prix donné \* (Quantité de référence / Quantité réelle).*

Cette méthode assure une mesure plus précise des prix et permet d'éviter le biais lié aux variations de quantités produites. Ce procédé est important pour ne pas sous-estimer ou surestimer les prix proposés par les boulangers sans tenir compte des quantités produites.

▪ **Découvrir et comprendre le fonctionnement du logiciel Phoenix-UEMOA,** un outil clé pour le traitement et la gestion des données de prix, ainsi que le calcul des indices de l'IHPC.

Dans le cadre de la rénovation des pondérations de l'IHPC, nous avons été impliqués dans l'analyse et la comparaison des pondérations de 2014 et de 2021, notamment en alignant les nomenclatures (celles de 1999 et de 2018) et les pondérations (de 2014 et de 2021). Ce travail consistait à identifier les changements majeurs dans les structures de consommation des ménages et à proposer des explications économiques pour ces évolutions.

La descente sur le terrain a été une partie particulièrement enrichissante de notre expérience. Nous avons pu observer de près le processus de collecte des prix aux côtés d'enquêteurs professionnels. Nous avons visité divers points de vente, y compris des marchés, des supermarchés, et des boutiques spécialisées, afin de relever les prix des produits essentiels, allant des fruits et légumes aux matériaux de construction, en passant par les articles ménagers et pharmaceutiques. Les observations réalisées incluaient le suivi des prix constants pendant plusieurs mois, comme ceux du fromage et des sardines en supermarché, ainsi que des variations spécifiques identifiées pour les services médicaux et les matériaux de construction.

Des recommandations ont également été formulées pour améliorer le processus de collecte, incluant la standardisation des descriptions de produits afin de réduire les ambiguïtés (par exemple, préciser s'il s'agit de lait entier ou écrémé ou lait en vrac) et l'introduction de technologies modernes, telles qu'une application de collecte de données sur tablette pour remplacer les méthodes traditionnelles sur papier. Une telle application pourrait intégrer des fonctionnalités de géolocalisation, facilitant ainsi la précision et l'efficacité du travail des enquêteurs.

Par ailleurs, nous avons eu l'occasion d'approfondir nos connaissances sur le progiciel Phoenix-UEMOA, conçu pour faciliter le processus de collecte et de traitement des données de prix. Le logiciel permet de saisir les données collectées par les enquêteurs, de les valider et de calculer les indices en respectant les spécificités des pondérations de chaque région. Nous avons pu observer son rôle dans l'intégration des données et la production des rapports nécessaires à la gestion des prix et au suivi de l'inflation.

Ainsi, ce stage nous a offert une expérience pratique et variée qui nous a permis de mieux comprendre les mécanismes sous-jacents au calcul des indices de prix et aux processus de rénovation des pondérations de l'IHPC.

# Chapitre 2 : Cadre conceptuel

Dans ce chapitre, nous abordons les concepts de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) et de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC). Nous présenterons leur rôle dans la mesure de l’inflation, leurs objectifs spécifiques, ainsi que la méthodologie de calcul de ces indices.

## Introduction générale à l’IPC et à l’IHPC

L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) est un indicateur économique majeur qui mesure les variations dans le temps des prix des biens et services consommés par les ménages. Il est utilisé pour évaluer l'inflation et l’évolution du pouvoir d'achat. L'IPC est particulièrement important pour les gouvernements et les décideurs politiques, car il influe sur des décisions cruciales comme l’ajustement des salaires, des retraites et des taux d'intérêt.

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) est une version standardisée de l'IPC, mise en place dans les pays membres de l'UEMOA. Son objectif est de permettre une comparaison directe de l'inflation entre les différents pays de la région. Cela aide à une meilleure harmonisation des politiques économiques et monétaires, et à faciliter les comparaisons économiques.

## Objectifs de l’IHPC

L'IHPC, en tant qu'indicateur clé de l'inflation dans les pays de l'UEMOA, a plusieurs objectifs importants pour l'économie :

1. **L'indexation** : Il s'agit d'un mécanisme par lequel certaines valeurs monétaires (salaires, loyers, intérêts, impôts) sont ajustées en fonction de la variation de l'indice des prix. L'indexation est souvent utilisée pour ajuster les revenus ou les engagements financiers afin de maintenir le pouvoir d'achat des bénéficiaires. Cela inclut les prestations sociales comme les retraites, les allocations chômage ou maladie, et d'autres paiements sociaux. En période d'inflation élevée, l'indexation devient courante dans l'ensemble de l'économie pour ajuster les flux monétaires en fonction de l'évolution des prix. Elle permet de garantir que les revenus réels restent constants face à l'inflation.
2. **Déflation de la consommation et des revenus** : L'IHPC permet également de "déflater" les revenus et dépenses en prix courants, c'est-à-dire de convertir les montants monétaires en termes réels, en prenant en compte les variations de prix. Cela permet de mesurer le pouvoir d'achat des ménages et d'analyser les variations de consommation réelle. L'IHPC est utilisé pour calculer des indicateurs économiques en volume, tels que les dépenses de consommation des ménages dans les comptes nationaux, permettant ainsi une mesure précise des variations en termes réels.
3. **Calcul des parités de pouvoir d’achat (PPA)** : L'IHPC est essentiel dans le cadre des comparaisons régionales, notamment pour le calcul des parités de pouvoir d'achat (PPA) entre les pays membres de l'UEMOA et d'autres régions. Les PPA permettent de comparer les niveaux de prix d'un pays à l'autre et d'évaluer les différences de coût de la vie. Cela aide à établir des comparaisons économiques précises, facilitant la compréhension des disparités de revenu et de consommation entre les pays de l’Union.
4. **Comparaison des variations de prix à des fins commerciales** : L'IHPC permet de suivre les variations des prix relatifs entre différents produits et services. Cela aide à identifier les déformations des prix au sein de l'économie et peut être utilisé à des fins commerciales pour ajuster les prix ou les coûts dans les contrats commerciaux. Les comparaisons de variations de prix peuvent également être utilisées pour la réévaluation comptable des actifs ou engagements financiers.
5. **Mesure de l'inflation générale et fixation des objectifs d’inflation** : L'un des objectifs principaux de l'IHPC est de fournir une mesure fiable de l'inflation dans l'économie. Les gouvernements et les banques centrales utilisent ces données pour fixer des objectifs de politique monétaire et évaluer l'efficacité des mesures mises en œuvre pour contrôler l'inflation. Bien que l'IHPC ne capture pas toujours l'intégralité de l'inflation, il offre une estimation cohérente des tendances inflationnistes dans la consommation des ménages, permettant d'anticiper les variations de prix à moyen terme.
6. **Support pour l'élaboration de politiques économiques** : En fournissant une mesure précise des fluctuations de prix, l'IHPC devient un indicateur central pour l’élaboration des politiques économiques, notamment monétaires. Il guide la fixation des taux d'intérêt et autres décisions macroéconomiques importantes. Les gouvernements, entreprises, et ménages peuvent s'appuyer sur les données de l'IHPC pour prendre des décisions financières éclairées et anticiper les changements dans le coût de la vie.

## Méthodologie de calcul

**1. Base de calcul**

Les indices harmonisés des prix à la consommation (IHPC) des pays de l'UEMOA sont calculés mensuellement pour refléter l’évolution des prix des biens et services consommés par les ménages. La période de base de ces indices était fixée du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014, aussi bien pour les prix que pour les pondérations.

Toutefois, il est important de noter que le Sénégal est actuellement en phase de réactualisation des pondérations des produits de l’IHPC. Ces pondérations sont basées sur la structure de consommation de l'année 2021 et sont élaborées principalement à partir des résultats de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM) de 2021, avec quelques ajustements provenant des données de la comptabilité nationale et du commerce extérieur.

Le processus de réactualisation des pondérations est normalement prévu tous les 5 ans, conformément aux recommendations de l’UEMOA. Cependant, en raison de contraintes budgétaires et délai dans les enquêtes, la dernière révision au Sénégal remonte à 2014, et les pondérations en cours de calcul pour 2024 sont basées sur les données de 2021. Ainsi, la réactualisation permettra de prendre en compte les évolutions récentes dans les comportements de consommation des ménages, notamment les transformations sociales et économiques.

Les dépenses de consommation utilisées pour le calcul des pondérations dans le cadre de l'IHPC sont tirées principalement des enquêtes suivantes :

* **Enquête ESPS-II (Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal)** réalisée en 2011 pour la période de base 2014. Cependant, les pondérations étaient actualisées selon les prix de 2014.
* **Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM)** de 2021 pour la période de base réactualisée de 2023.

En pratique, chaque fois que les indices mensuels sont calculés, les pondérations fixes de l’année de base sont utilisées, conformément à la méthode de Laspeyres, qui privilégie les poids de l’année de référence pour la comparaison des prix. Les indices étaient auparavant calculés en référence aux pondérations de 2014, mais à partir de 2024, les pondérations calculées pour 2021 seront prises comme nouvelles références pour garantir une représentation plus fidèle de la structure des dépenses actuelles des ménages.

**2. Indice élémentaire**

Deux méthodes de calcul des indices élémentaires sont appliquées selon la nature des variétés :

**a. Variétés homogènes**

Pour les variétés homogènes, l'indice de la variété est calculé comme le rapport des prix moyens unitaires des séries observées :

**b. Variétés hétérogènes**

Pour les variétés hétérogènes, l'indice est calculé comme la moyenne géométrique des rapports des prix des séries représentant la variété :

Dans le cas où les séries sont équipondérées, la formule simplifiée devient :

Où n est le nombre de séries observées pour la variété.

**3. Produits saisonniers**

Certains produits, notamment les denrées alimentaires périssables, présentent des variations saisonnières importantes. Pour ces produits, deux étapes de calcul sont suivies :

**a. Étape 1 : Calcul du prix moyen d'une variété**

Le prix moyen d'une variété pour un mois donné est calculé comme la moyenne arithmétique des prix des séries qui composent cette variété.

**b. Étape 2 : Calcul de l'indice du poste saisonnier**

L'indice du poste saisonnier est obtenu en calculant la moyenne géométrique des indices élémentaires des variétés, pondérée par les dépenses de consommation mensuelles de l'année de base.

**5. Tarifs réglementés**

Les tarifs incluent les tarifs publics (eau, électricité, transports publics) et les prix réglementés (services médicaux publics). Leur particularité réside dans le fait que leurs prix sont fixés pour des périodes définies, et peuvent changer à des dates précises dans le mois.

Le calcul de l'indice pour ces tarifs tient compte des durées respectives de l'ancien et du nouveau tarif. Si le changement de tarif intervient le jour j d'un mois de n jours, l'indice pour le mois est calculé ainsi :

**6. Loyers**

Pour les loyers, seuls les loyers réels des locataires sont pris en compte. Les loyers imputés ne sont pas inclus dans le calcul de l'IHPC. L'indice des loyers pour un mois donné est obtenu en calculant la moyenne géométrique des indices des logements pour ce mois par rapport au mois précédent :

Où N est le nombre d'observations de loyers pour le mois t.

**7. Calcul des indices agrégés**

Les indices élémentaires sont agrégés pour obtenir les indices globaux à différents niveaux (postes, sous-groupes, groupes). L'indice global pour une région est calculé en agrégeant les indices des sous-groupes pondérés par leurs parts dans les dépenses totales des ménages :

Les indices nationaux sont calculés en agrégeant les indices régionaux, pondérés par la contribution de chaque région aux dépenses totales des ménages.

# Chapitre 3 : Analyse de l’évolution des pondérations de 2014 et de 2021

Dans ce chapitre, nous analyserons les pondérations des différentes divisions de consommation utilisées dans l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) pour les années 2014 et 2021. L’objectif est de mettre en évidence les évolutions des comportements de consommation des ménages sénégalais au cours de cette période.

## Pondération 2014

En 2014, les produits alimentaires et boissons non alcoolisées représentaient la majeure partie des dépenses des ménages, avec un poids de 49,64 %. Cette division dominait notoirement le panier de consommation, indiquant l'importance des dépenses alimentaires. La deuxième division la plus importante était "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles", avec 12,04 %, soulignant le poids des dépenses liées à ces services de base.

Les articles d'habillement et chaussures représentaient 7,30 %, tandis que les meubles et entretien courant du foyer se situaient à 5,02 %. Les transports avaient un poids de 5,63 %, reflétant un poids modéré de cette catégorie dans les dépenses des ménages. Les biens et services divers représentaient 3,83 %, et les restaurants et services d’hebergement étaient à 3,76 %. Les communications et les services de santé avaient des poids respectifs de 3,29 % et 3,53 %, montrant une consommation modérée. Les divisions les moins pondérées incluaient l'enseignement (1,94 %) et tabac et stupéfiants (0,49 %), représentant des parts relativement faibles du budget de consommation des ménages.

Graphique 1 : Pondération des divisions en 2014

*Source : ANSD, Calcul de l’auteur*

## Pondération 2021

En 2021, les produits alimentaires et boissons non alcoolisées restent la catégorie dominante avec un poids de 45,47 %, confirmant leur rôle central dans les dépenses des ménages. La division "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" occupe la deuxième place avec 9,16 %, reflétant l'importance des dépenses liées à l'habitat et aux services de base.

Les restaurants et services d'hébergement ont un poids notable de 9,20 %, illustrant une part significative des dépenses consacrées aux repas à l'extérieur et aux services d'hébergement. Les services d'information et de communication atteignent 7,46 %, montrant l'importance croissante des dépenses en technologies de communication et d'information.

Des divisions comme le transport (6,06 %), la santé (4,21 %), et l'ameublement, équipement ménager et entretien (5,67 %) continuent d'occuper une place significative dans les dépenses des ménages. Les divisions boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants (0,22 %) et assurances et services financiers (0,14 %) ont les poids les plus faibles, révélant une part relativement réduite dans le budget des ménages pour ces catégories.

Graphique 2 : Pondération des divisions en 2021

*Source : ANSD, Calcul de l’auteur*

## Comparaison pondérations 2014-2021

La comparaison entre 2014 et 2021 montre des évolutions notables dans les pondérations des divisions. Les produits alimentaires et boissons non alcoolisées restent la catégorie dominante, mais leur poids a diminué de 49,64 % en 2014 à 45,47 % en 2021. Les dépenses liées au logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles ont également baissé, passant de 12,04 % à 9,16 %.

La catégorie des restaurants et services d'hébergement a connu une forte hausse, avec un poids passant de 3,76 % en 2014 à 9,20 % en 2021. De même, les services d'information et de communication ont vu leur poids plus que doubler, passant de 3,29 % à 7,4%.

Certaines divisions, comme les vêtements et chaussures, ont enregistré une réduction, de 7,30 % en 2014 à 4,77 % en 2021. Les services de santé et transport ont des poids relativement stables, avec de légères variations, respectivement de 3,53 % à 4,21 % et de 5,63 % à 6,01 %.

Graphique 3 : Comparaison pondérations 2014-2021

*Source : ANSD, Calcul de l’auteur*

1. **Produits alimentaires et boissons non alcoolisées**

Les dépenses liées à la division "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" ont connu une baisse de 4,17 points de pourcentage entre 2014 et 2021, passant de 49,64 % à 45,47 % du total des dépenses des ménages. Cette diminution est principalement due au recul de la part des produits alimentaires, qui a baissé de 3,85 points, et à celle des boissons non alcoolisées, qui a diminué de 0,25 point. Par ailleurs, un nouveau groupe, celui des services de transformation d'aliments et de boissons non alcoolisées, a fait son apparition en 2021 avec un poids de 0,14%.

Tableau 1 : Structure de consommation (en %) des produits alimentaires et boissons non alcoolisées entre 2014, 2021.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nomenclature 2021 | Nomenclature 2014 | Pondération 2014 | Pondération  2021 | Variation en point de pourcentage |
| **01. PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS NON ALCOOLISEES** | **PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS NON ALCOOLISEES** | **49,6%** | **45,47%** | **-4,17%** |
| 0101**.** PRODUITS ALIMENTAIRES | PRODUITS ALIMENTAIRES | 47,2% | 43,36% | -3,85% |
| 0102**.** BOISSONS NON ALCOOLISÉES | BOISSONS NON ALCOOLISÉES | 2,4% | 2,18% | -0,25% |
| 0103.SERVICES DE TRANSFORMATION D'ALIMENTS ET DE BOISSONS NON ALCOOLISÉES |  |  | 0,14% |  |

*Source : ANSD, pondération IHPC 2014 et 2021.*

Entre 2014 et 2021, une baisse notable de 4,17 % des dépenses allouées aux produits alimentaires et boissons non alcoolisées a été enregistrée, passant de 49,6 % à 45,47 %. Cette évolution reflète une diversification progressive des dépenses des ménages sénégalais. En effet, la consommation alimentaire tend à se déplacer hors des foyers, notamment vers les services de restauration et d’hébergement, comme l’illustre la hausse des pondérations de cette division.

De plus, les ménages semblent accorder une part croissante de leurs ressources à d'autres secteurs tels que la santé, l'éducation et les loisirs, au détriment des produits alimentaires de base. Cette redistribution des dépenses peut être attribuée à l'amélioration du pouvoir d'achat des Sénégalais, avec un PIB par habitant en hausse significative, passant de 1 060 USD en 2014 à 1 540 USD en 2021, selon les données de la Banque mondiale.

L’urbanisation croissante du pays, marquée par une augmentation du taux d’urbanisation de 42 % en 2014 à 46 % en 2021, a également contribué à modifier les habitudes de consommation. Les ménages urbains, exposés à une offre alimentaire plus variée, consomment davantage de produits transformés, réduisant ainsi leurs achats de produits bruts, tels que les céréales. Ces changements traduisent une adaptation des modes de vie à un contexte socio-économique en évolution rapide.

1. **Boissons alcoolisées et stupéfiants**

L'analyse pour la division "Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" montre une baisse globale de 0,26 point de pourcentage entre 2014 et 2021, passant de 0,49% à 0,22 %. Cette diminution est principalement due à la forte baisse de la part des stupéfiants et du tabac, qui ont chuté de 0,24 point de pourcentage, passant de 0,36 % à 0,12 %. En revanche, les boissons alcoolisées ont enregistré une légère hausse, augmentant de 0,06 point.

Tableau 2 : Structure de consommation (en %) boissons alcoolisées tabac et stupéfiants entre 2014 et 2021.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nomenclature 2021 | Nomenclature 2014 | Pondération 2014 | Pondération  2021 | Variation en point de pourcentage |
| **02.****BOISSONS ALCOOLISÉES, TABAC ET STUPEFIANTS** | **Tabac et stupéfiants** | **0,49%** | **0,22%** | **-0,26%** |
| 0201.BOISSONS ALCOOLISÉES | Boissons alcoolisées | 0,13% | 0,19% | 0,06% |
| 0202. Tabac | Tabacs et stupéfiants | 0,36% | 0,11% | -0,07% |
| 0203.Stupéfiants |  |  | 0,01% | -0,17% |

*Source : ANSD, pondération IHPC 2014 et 2021.*

1. **Vêtements et chaussures**

L'analyse des dépenses allouées aux "Vêtements et chaussures" révèle une baisse de 2,53 points de pourcentage entre 2014 et 2021, passant de 7,3 % à 4,77 % des dépenses globales des ménages. Cette diminution est principalement due à la baisse de la part des vêtements, qui a chuté de 2,41 points, passant de 6,02 % à 3,61%. Les dépenses allouées aux chaussures ont également diminué, mais dans une moindre mesure, avec une réduction de 0,12 point de pourcentage, passant de 1,28% à 1,16 %.

Tableau 3 : Structure de consommation (en %) vêtements et chaussures entre 2014 et 2021

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nomenclature 2021 | Nomenclature 2014 | Pondération 2014 | Pondération  2021 | Variation en point de pourcentage |
| **03. Vêtements et chaussures** | **Articles d'habillement et chaussures** | **7,3%** | **4,77%** | **-2,53%** |
| 0301. Vêtements | Articles d'habillement | 6,02% | 3,61% | -2,41% |
| 0302.Chaussures | Chaussures | 1,28% | 1,16% | -0,12% |

*Source : ANSD, pondération IHPC 2014 et 2021.*

Selon les données de l’ANSD, près de 30 % des ménages sénégalais ont déclaré acheter des vêtements d'occasion, ce qui contribue à la réduction des coûts pour cette catégorie. De plus, les importations de produits textiles ont considérablement augmenté ces dernières années, représentant environ 200 milliards de FCFA, dont 7 000 tonnes de friperie en 2021.

Cette dynamique est confirmée par les données du ministère du commerce, qui indique que les importations de tissus et de vêtements ont coûté au Sénégal près de 100 millions de dollars en 2021.

Ces importations massives, entraînant une baisse des prix des vêtements, pourraient être à l’origine de la diminution des dépenses dans ce secteur.

1. **LOGEMENT, EAU, ÉLECTRICITÉ, GAZ ET AUTRES COMBUSTIBLES**

La part des dépenses des ménages allouées à la division "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" a baissé de 2,88 points de pourcentage entre 2014 et 2021, passant de 12,04 % à 9,16%. Cette baisse est principalement due à la diminution des dépenses pour les locations réelles, qui ont chuté de 0,65 point. L'entretien et la réparation des logements ont également reculé de 1,38 point, tandis que l'alimentation en eau et les combustibles ont enregistré des baisses respectives de 0,12 et 0,7 point.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nomenclature 2021 | Nomenclature 2014 | Pondération 2014 | Pondération  2021 | Variation en point de pourcentage |
| **04. LOGEMENT, EAU, ÉLECTRICITÉ, GAZ ET AUTRES COMBUSTIBLES** | **Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles** | **12,04%** | **9,16%** | **-2,88%** |
| 0401. LOCATIONS RÉELLES POUR LE LOGEMENT | Loyers effectifs | 3,03% | 2,38% | -0,65% |
| 0402. ENTRETIEN, RÉPARATION ET SÉCURITÉ DU LOGEMENT | Entretien et réparation des logements | 1,71% | 0,33% | -1,38% |
| 0403. ALIMENTATION EN EAU ET SERVICES DIVERS RELATIFS AU LOGEMENT | Alimentation en eau et services divers lié au logement | 2,21% | 2,09% | -0,12% |
| 0404. ÉLECTRICITÉ, GAZ ET AUTRES COMBUSTIBLES | Eléctricite, gaz et autres combustibles | 5,09% | 4,39% | -0,70% |

Tableau 4 : Structure de consommation (en %) logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles entre 2014 et 2021

*Source : ANSD, pondération IHPC 2014 et 2021.*

1. **AMEUBLEMENT, ÉQUIPEMENT MÉNAGER ET ENTRETIEN COURANT DU MÉNAGE**

La part des dépenses des ménages allouée à la division "Ameublement, équipement ménager et entretien courant du ménage" a augmenté de 0,65 point de pourcentage entre 2014 et 2021, passant de 5,02 % à 5,67 %. Cette progression est principalement portée par la sous-catégorie des "Meubles, articles d'ameublement et autres revêtements de sol", qui a connu une hausse de 1,4 point de pourcentage, passant de 1,29 % à 2,70 %. En revanche, certaines sous-catégories comme les "Textiles ménagers" ont diminué de 0,19 point, passant de 0,32 % à 0,14 %. Les "Appareils ménagers" et les "Outils et équipement pour la maison et le jardin" ont tous deux progressé de près de 0,1 point de pourcentage, tandis que la part des "Biens et services pour l'entretien courant du ménage" a diminué de 0,72 point, passant de 2,83 % à 2,11 %.

Tableau 5 : Structure de consommation (en %) ameublement, équipement ménager et entretien courant du ménage entre 2014 et 2021

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nomenclature 2021 | Nomenclature 2014 | Pondération 2014 | Pondération  2021 | Variation en point de pourcentage |
| **05.AMEUBLEMENT, ÉQUIPEMENT MÉNAGER ET ENTRETIEN COURANT DU MÉNAGE** | **Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer** | **5,02%** | **5,67%** | **0,65%** |
| 0501.MEUBLES, ARTICLES D'AMEUBLEMENT ET AUTRES REVETEMENTS DE SOL | Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtement | 1,29% | 2,70% | 1,40% |
| 0502.TEXTILES MÉNAGERS | Articles de ménage en textiles | 0,32% | 0,14% | -0,19% |
| 0503.APPAREILS MÉNAGERS | Appareils ménagers | 0,27% | 0,39% | 0,12% |
| 0504.VERRERIE VAISSELLE ET USTENSILES DE MÉNAGE | Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage | 0,21% | 0,18% | -0,03% |
| 0505.OUTILS ET ÉQUIPEMENT POUR LA MAISON ET LE JARDIN | Outillage et autre matériel pour la maison et le jardin | 0,10% | 0,16% | 0,07% |
| 0506.BIENS ET SERVICES POUR L'ENTRETIEN COURANT DU MÉNAGE | Biens et services liés à l'entretien courant du foyer | 2,83% | 2,11% | -0,72% |

*Source : ANSD, pondération IHPC 2014 et 2021.*

1. **Santé**

La part des dépenses des ménages allouée à la division "Santé" a augmenté de 0,67 point de pourcentage entre 2014 et 2021, passant de 3,53 % à 4,21 %. Cette progression est principalement due à la hausse des "Médicaments et produits de santé", qui a augmenté de 0,26 point, passant de 2,13 % à 2,40 %. En revanche, les "Services de soins externes" ont diminué de 0,47 point, passant de 0,76 % à 0,29 %, tandis que les "Services de soins hospitaliers" ont progressé de 0,24 point, passant de 0,64 % à 0,88 %.

Tableau 6 : Structure de consommation (en %) en dépense de santé entre 2014 et 2021

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nomenclature 2021 | Nomenclature 2014 | Pondération 2014 | Pondération  2021 | Variation en point de pourcentage |
| **06.SANTÉ** | **Santé** | **3,53%** | **4,21%** | **0,67%** |
| 0601.MÉDICAMENTS ET PRODUITS DE SANTÉ | Produits, appareils et matériels médicaux | 2,13% | 2,40% | 0,26% |
| 0602.SERVICES DE SOINS EXTERNES | Services ambulatoires | 0,76% | 0,29% | -0,47% |
| 0603.SERVICES DE SOINS HOSPITALIERS | Services hospitaliers | 0,64% | 0,88% | 0,24% |
| 0604.AUTRES SERVICES DE SANTÉ |  |  | 0,6% |  |

*Source : ANSD, pondération IHPC 2014 et 2021.*

Selon le Rapport des Comptes de la Santé 2014-2016 publié par l'ANSD, la croissance des maladies chroniques telles que le diabète, l'hypertension et les maladies respiratoires a significativement augmenté, entraînant une plus forte demande pour les médicaments et les soins de santé. En effet, les dépenses des ménages pour la santé représentaient environ 46,9 % des dépenses totales en santé en 2014, augmentant à 49,5 % en 2015 et à 48,8 % en 2016.

L'inflation des prix des médicaments constitue un autre facteur important dans l'évolution des dépenses de santé au Sénégal. Selon le Bulletin de Conjoncture Économique du Sénégal pour 2021, les médicaments, étant majoritairement importés, subissent les effets des fluctuations du taux de change entre le franc CFA et les devises étrangères. En 2018, la valeur des importations de produits pharmaceutiques était de 260 millions d'euros, et elle a augmenté à 282 millions d'euros en 2021, soit une hausse de 8,82%. Cette situation a contribué à la hausse des coûts pour les consommateurs locaux. En effet, le Sénégal importe plus de 95 % des médicaments, ce qui accentue la vulnérabilité du secteur face aux fluctuations économiques globales.

1. **Transport**

La part des dépenses des ménages allouée à la division "Transport" a augmenté de 0,43 point de pourcentage entre les IHPC 2014 et 2021, passant de 5,63 % à 6,06 %. Cette progression est principalement due à l'augmentation de 0,91 point pour l'achat de véhicules, qui est passée de 0,42 % à 1,33 %. En revanche, les "Services de transport de passagers" ont diminué de 0,84 point, passant de 3,75 % à 2,91 %, tandis que les "Dépenses d'utilisation des véhicules" ont légèrement augmenté de 0,06 point, passant à 1,52%.

Tableau 7 : Structure de consommation (en %) en transport entre 2014 et 2021

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nomenclature 2021 | Nomenclature 2014 | Pondération 2014 | Pondération  2021 | Variation en point de pourcentage |
| **07.TRANSPORT** | **Transports** | **5,63%** | **6,06%** | **0,43%** |
| 0701.ACHAT DE VÉHICULES | Achat de véhicules | 0,42% | 1,33% | 0,91% |
| 0702.FONCTIONNEMENT DES ÉQUIPEMENTS DE TRANSPORT PERSONNEL | Dépenses d'utilisation des véhicules | 1,46% | 1,52% | 0,06% |
| 0703.SERVICES DE TRANSPORT DE PASSAGERS | Services de transport | 3,75% | 2,91% | -0,84% |
| 0704.SERVICES DE TRANSPORT DE MARCHANDISES |  |  | 0,09% |  |

*Source : ANSD, pondération IHPC 2014 et 2021.*

Selon la Direction générale des Douanes, les importations de véhicules au Sénégal ont connu une augmentation notable de 15,74 % en 2014 par rapport à 2013, passant de 28 612 à 33 118 véhicules dédouanés. Cette hausse est principalement attribuée à l'afflux de véhicules d'occasion plus abordables, principalement importés d'Europe et d'Asie. Cette tendance a été facilitée par le décret de 2012 qui a relevé l'âge limite des véhicules importés de 5 à 8 ans.

Cette hausse des importations de véhicules a contribué à la croissance des dépenses des ménages dans le secteur des transports.

1. **Information et communication**

La part des dépenses des ménages allouée à la division "Information et communication" a enregistré une augmentation significative de 4,17 points de pourcentage entre 2014 et 2021, passant de 3,29 % à 7,46 %. Cette hausse est principalement due à l'augmentation des "Équipements d'information et de communication", qui ont progressé de 1,98 point, passant de 0,32 % à 2,29 %. Les "Services d'information et de communication" ont également augmenté de 2,27 points, passant de 2,97 % à 5,24 %. Le groupe des services postaux, quant à lui, avec un poids quasi nul en 2014 n’est pas enregistré en 2021.

Tableau 8 : Structure de consommation (en %) informations et communication entre 2014 et 2021

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nomenclature 2021 | Nomenclature 2014 | Pondération 2014 | Pondération  2021 | Variation en point de pourcentage |
| INFORMATION ET COMMUNICATION | Communication | **3,29%** | **7,46%** | **4,17%** |
| ÉQUIPEMENT D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION | Matériel de téléphonie et de télécopie | 0,32% | 2,29% | 1,98% |
|  | Services postaux | 0,00% |  |  |
| SERVICES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION | Services de téléphonie et de télécopie | 2,97% | 5,24% | 2,27% |

*Source : ANSD, pondération IHPC 2014 et 2021.*

L'augmentation de la part des dépenses des ménages allouée à la division "Information et communication", passée de 3,29 % en 2014 à 7,46 % en 2021, reflète la transformation rapide vers une société plus connectée et numérisée. Selon le rapport de l'Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP), le taux de pénétration de l'internet mobile a doublé entre 2014 et 2021, soutenu par le déploiement de la 4G et l'expansion de la fibre optique. En 2021, le Sénégal comptait environ 16,1 millions d'abonnements internet, marquant une hausse de 8,52 % par rapport à 2020.

Cette progression est également visible dans le nombre de cartes SIM actives, qui a atteint 19,5 millions en juin 2021, soit un taux de pénétration de 117,73 % sur une population estimée à 16 millions d'habitants. Cette croissance témoigne d'une accessibilité accrue aux services numériques et a stimulé la consommation de services numériques variés. Les données montrent également que le trafic Internet a considérablement augmenté, passant de 8,33 térabits à 13,15 térabits en 2021, représentant un taux de croissance d'environ 58 % en glissement annuel.

1. **LOISIRS, SPORT ET CULTURE**

La part des dépenses des ménages allouée à cette division a fortement diminué de 2,51 points de pourcentage, passant de 3,53 % en 2014 à 1,02 % en 2021. Cette baisse est principalement due à la disparition des dépenses liées aux "Articles de loisirs durables", qui ont quasiment disparu du panier de consommation, avec une baisse de 1,47 point. Les "Autres biens de loisirs" ont également diminué de 0,40 point, passant de 0,40 % à 0,01 %.

Des sous-catégories comme les "Journaux, livres et articles de papeterie" ont montré une légère hausse de 0,11 point, atteignant 0,70 % en 2021. En revanche, les "Voyages à forfait" ont enregistré une forte baisse de 0,67 point, passant de 0,77 % à 0,10 % en 2021.

Certains groupes nouvellement apparus, comme "Jardins et animaux" et "Services de loisirs", ont vu leur poids apparaître en 2021 avec une part de 0,02 % chacun.

Tableau 9 : Structure de consommation (en %) des dépenses en loisirs, sport et culture entre 2014 et 2021

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nomenclature 2021 | Nomenclature 2014 | Pondération 2014 | Pondération  2021 | Variation en point de pourcentage |
| LOISIRS, SPORT ET CULTURE | Loisirs et culture | **3,53%** | **1,02%** | -2,51% |
| ARTICLES DE LOISIRS DURABLES | Matériel audiovisuel, photographique et de traitement de l'image et du son | 1,47% | 0,00% | -1,47% |
| AUTRES BIENS DE LOISIRS | Autres articles et matériel de loisirs, de jardinage et anime | 0,40% | 0,01% | -0,40% |
| JARDINS ET ANIMAUX |  |  | 0,02% |  |
| SERVICES DE LOISIRS |  |  | 0,02% |  |
| BIENS CULTURELS |  |  | 0,06% |  |
| SERVICES CULTURELS | Services récréatifs et culturels | 0,30% | 0,09% | -0,21% |
| JOURNAUX, LIVRES ET PAPETERIE | Journaux, livres et articles de papeterie | 0,59% | 0,70% | 0,11% |
| VOYAGES À FORFAIT | Forfaits touristiques | 0,77% | 0,10% | -0,67% |

*Source : ANSD, pondération IHPC 2014 et 2021.*

1. **SERVICES D'ENSEIGNEMENT**

La part des dépenses des ménages allouée à la division "Services d'enseignement" a légèrement diminué de 0,19 point de pourcentage entre 2014 et 2021, passant de 1,94 % à 1,75 %. Cette baisse est principalement due à la réduction des dépenses dans l'enseignement post-secondaire non supérieur, qui a chuté de 0,27 point, passant de 0,32 % à 0,05 %. Les dépenses en petite enfance et enseignement primaire ont également diminué de 0,14 point, tandis que celles liées à l'enseignement tertiaire ont augmenté de 0,33 point, passant de 0,02% à 0,36 %.

Tableau 10 : Structure de consommation (en %) des dépenses en services d’enseignement 2014 et 2021

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nomenclature 2021 | Nomenclature 2014 | Pondération 2014 | Pondération  2021 | Variation en point de pourcentage |
| **10.SERVICES D'ENSEIGNEMENT** | **Enseignement** | **1,94%** | **1,75%** | **-0,19%** |
| 1001.PETITE ENFANCE ET ENSEIGNEMENT PRIMAIRE | Enseignement pré-élémentaire et primaire | 0,73% | 0,58% | -0,14% |
| 1002.ENSEIGNEMENT SECONDAIRE | Enseignement secondaire | 0,55% | 0,54% | 0,01% |
| 1003.ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE NON SUPÉRIEUR | Enseignement post-secondaire non supérieur et Enseignement non défini par niveau | 0,32% | 0,05% | -0,27% |
| 1004.ENSEIGNEMENT TERTIAIRE | Enseignement supérieur | 0,02% | 0,36% | 0,33% |
| 1005.ENSEIGNEMENT NON DÉFINIE PAR NIVEAU | Enseignement post-secondaire non supérieur et Enseignement non défini par niveau | 0,32% | 0,17% | -0,15% |

*Source : ANSD, pondération IHPC 2014 et 2021.*

Entre 2014 et 2021, la part des dépenses des ménages sénégalais consacrée à l'enseignement tertiaire a connu une augmentation significative, passant de 0,02 % à 0,36 %, soit une hausse de 0,33 point de pourcentage. Cette évolution peut être associée à l'augmentation des taux d'inscription dans l'enseignement supérieur. Selon le rapport sur la situation de l'enseignement supérieur au Sénégal, l'augmentation du nombre de bacheliers a conduit à une hausse du taux brut de scolarisation (TBS) dans l'enseignement supérieur. En effet, le TBS est passé de 8 % en 2014 à environ 19 % en 2021, ce qui pourrait expliquer la hausse des dépenses dans cette catégorie.

1. **RESTAURANTS ET SERVICES D'HÉBERGEMENT**

La part des dépenses des ménages allouée à la division "Restaurants et services d'hébergement" a considérablement augmenté entre 2014 et 2021, passant de 3,76 % à 9,20 %, soit une hausse de 5,44 points de pourcentage. Cette augmentation est principalement portée par les "Services de restauration", qui ont progressé de 5,44 points, passant de 3,69 % à 9,03 %. Les "Services d'hébergement" ont connu une augmentation marginale de 0,01 point, passant de 0,07 % à 0,08 %.

Tableau 11 : Structure de consommation (en %) restaurants et services d’hébergement 2014 et 2021

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nomenclature 2021 | Nomenclature 2014 | Pondération 2014 | Pondération  2021 | Variation en point de pourcentage |
| **RESTAURANTS ET SERVICES D'HÉBERGEMENT** | **Restaurants et Hôtels** | **3,76%** | **9,20%** | **5,44%** |
| SERVICES DE SERVICE DE NOURRITURE ET DE BOISSONS | Services de restauration | 3,69% | 9,03% | 5,44% |
| SERVICES D'HÉBERGEMENT | Services d'hébergement | 0,07% | 0,08% | 0,01% |

*Source : ANSD, pondération IHPC 2014 et 2021.*

En 2021, selon les données de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), le taux d'urbanisation au Sénégal était de 49,1 %, indiquant que près de la moitié de la population résidait en milieu urbain. Cette urbanisation rapide favorise une demande accrue pour les services de restauration et d'hébergement. Selon la Banque Mondiale, les centres urbains représentent environ 65 % du PIB national et sont des moteurs de croissance économique. Ainsi, cette hausse des dépenses dans le secteur de la restauration et de l'hébergement reflète une consommation plus élevée dans les zones urbaines.

1. **ASSURANCES ET SERVICES FINANCIERS ; SOINS PERSONNELS, PROTECTION SOCIALE ET BIENS DIVERS**

Les changements apportés par la transition de la COICOP 1999 à la COICOP 2018 ont également affecté l'ancienne division 12 (Biens et services divers), qui a été subdivisée en deux nouvelles divisions : la division 12 (Assurances et services financiers) et la division 13 (Soins personnels, protection sociale et biens divers). Cette décision a été motivée par la volonté de corriger l'hétérogénéité de l'ancienne division 12, dont le poids dans les dépenses totales des ménages était disproportionné par rapport aux autres divisions.

En termes de pondération, la part des dépenses liées aux "Assurances et services financiers" a diminué de manière significative entre 2014 et 2021, passant de 3,83 % à 0,14 %, soit une baisse de 3,69 points de pourcentage. Cela est principalement dû à la forte diminution des "Services financiers", qui ont diminué de 0,09% à 0,01%.

En revanche, la division "Soins personnels, protection sociale et biens divers" a augmenté de 1,61 points de pourcentage, passant de 4,85 % à 3,23 %. Les "Biens et services pour soins personnels" ont fortement contribué à cette hausse, avec une augmentation de 2,09 points de pourcentage.

Tableau 12 : Structure de consommation (en %) des dépenses en assurances et services financiers ; soins personnels, protection sociale et biens divers 2014 et 2021

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nomenclature 2021 | Nomenclature 2014 | Pondération 2014 | Pondération  2021 | Variation en point de pourcentage |
| **12.ASSURANCES ET SERVICES FINANCIERS** | **Biens et services divers** | **3,83%** | **0,14%** | **-3,69%** |
| 1201.ASSURANCE | Protection sociale et assurance | 0,09% | 0,11% | 0,02% |
| 1202.SERVICES FINANCIERS | Services financiers | 0,09% | 0,01% | -0,09% |
|  | Autres services n.c.a | 0,41% |  |  |
| **13.SOINS PERSONNELS, PROTECTION SOCIALE ET BIENS DIVERS** |  |  | 4,88% |  |
| 1301.BIENS ET SERVICES POUR SOINS PERSONNELS | Soins corporels | 2,41% | 4,50% | 2,09% |
| 1302.EFFETS PERSONNELS NCA | Effets personnels n.c.a | 0,73% | 0,34% | -0,39% |
| 1303.PROTECTION SOCIALE | Protection sociale et assurance | 0,09% | 0,01% | -0,09% |

*Source : ANSD, pondération IHPC 2014 et 2021.*

# Chapitre 4 : Rôle des pondérations dans les variations de l’IHPC

Ce chapitre explore l'influence des pondérations sur l’IHPC, en analysant leur rôle dans la structure de consommation, la transmission des chocs économiques et la mesure de l’inflation.

## Pondérations et structure de la consommation

L'IHPC repose sur un panier de biens et services représentatif des dépenses des ménages. Chaque catégorie de produit se voit attribuer une pondération qui reflète sa part relative dans la consommation globale des ménages. Ces pondérations jouent un rôle crucial dans la manière dont les variations de prix dans une catégorie influencent l'inflation mesurée.

Par exemple, les produits alimentaires, représentant 45,7 % des dépenses totales en 2021, ont une forte pondération dans l'IHPC. Une variation des prix dans cette catégorie, qu'elle soit due à des facteurs externes comme des conditions climatiques ou à des perturbations de l'offre mondiale, a un impact direct et important sur l'inflation globale. Une augmentation des prix alimentaires se traduit ainsi par une hausse immédiate et proportionnée de l'IHPC, reflétant le poids significatif de ces biens dans la structure de consommation des ménages.

En revanche, une catégorie comme les assurances, ne représentant que 0,1 % des dépenses, a un effet marginal sur l'inflation, même en cas d'augmentation significative des prix dans ce secteur. Cela illustre l'idée que plus une catégorie est pondérée, plus elle influence l'inflation, qu'il s'agisse d'une hausse ou d'une baisse des prix

Une mauvaise estimation des pondérations peut donc fausser l'évaluation de l'inflation réelle, et c’est pourquoi il est essentiel de réévaluer régulièrement ces pondérations pour refléter les changements dans les habitudes de consommation.

## Transmission des chocs sectoriels

Les pondérations servent également à analyser la transmission des chocs économiques au sein de l'économie. Lorsqu'un secteur à forte pondération, comme l'énergie ou les transports, subit une hausse de prix, l'impact est amplifié à travers l'ensemble de l'économie, déclenchant parfois une inflation généralisée. Cet effet est également lié à la nature de ces biens et services.

Prenons l'exemple des chocs énergétiques. En 2021, les produits énergétiques (électricité, gaz et autres combustibles) représentaient environ 4,4 % des dépenses des ménages. Une hausse des prix dans ce secteur augmente directement les coûts pour les ménages, mais elle affecte aussi indirectement l'ensemble des secteurs économiques via une augmentation des coûts de production des entreprises. En réaction, les entreprises répercutent souvent ces hausses sur les prix des biens et services, amplifiant l'effet inflationniste.

## Rigidité des prix et influence sur l'IHPC

La rigidité des prix désigne la tendance de certains prix à varier moins fréquemment que d'autres. Les biens dont les prix sont rigides ont un impact plus durable sur l'inflation. En revanche, les prix plus flexibles, tels que ceux des produits alimentaires, peuvent fluctuer rapidement, en fonction de facteurs saisonniers ou de la volatilité des marchés mondiaux.

Dans la catégorie des biens à prix rigide, les tarifs ont tendance à être stables à court terme. Cependant, lorsqu'ils augmentent, ces hausses se prolongent sur une longue période, ayant un effet durable sur l'inflation. Par contraste, les prix des biens alimentaires sont plus volatils, et bien que leur impact immédiat puisse être important, ils sont susceptibles de redescendre rapidement selon l'évolution des conditions de marché.

Cette dynamique des prix met en évidence la nécessité de distinguer entre les catégories à effet inflationniste de long terme et celles qui influencent l'inflation à court terme.

Ainsi, afin d’éliminer l’effet des fluctuations transitoires de l’inflation, l’intérêt porte de plus en plus sur des mesures d’inflation sous-jacente. Celles-ci sont censées représenter uniquement la tendance de fond que suit l’évolution des prix. La stabilité des prix étant l’objectif primordial de la politique monétaire, une mesure d’inflation sous-jacente peut compléter et faciliter l’interprétation des chiffres de l’inflation globale. Au niveau de l’Union économique et monétaire Ouest africaine (l’UEMOA), la mesure de l’inflation sous-jacente est définie par les dispositions du règlement N°08/2006/CM/UEMOA, portant adoption des modalités de calcul de l’inflation sous-jacente dans les Etats membres de l’UEMOA. L’inflation sous-jacente est mesurée par la variation de l’Indice harmonisé des Prix à la consommation (IHPC) hors « produit frais et énergie ». L’inflation sous-jacente est ainsi obtenue après l’élimination des postes les plus volatils des composantes « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées », « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » et « Transports » du panier suivi dans le cadre de l’IHPC.

## Catégories à faible pondération

Bien que certaines catégories, telles que les assurances et les services financiers, aient un poids très faible dans l'IHPC (0,1 % en 2021), il serait imprudent de sous-estimer leur importance. Même si ces catégories ont un impact limité sur l'inflation globale, elles peuvent représenter une part importante des dépenses pour certains ménages.

Par exemple, une augmentation soudaine des primes d'assurance peut significativement affecter le budget des ménages concernés, même si cela ne se traduit pas par une hausse notable de l'IHPC. Cela illustre l'importance de ne pas négliger les catégories à faible pondération dans l'analyse de l'inflation. Leur influence peut être faible en termes agrégés, mais elles sont essentielles pour analyser les disparités économiques au sein de la population et comprendre comment certains ménages peuvent être plus affectés que d'autres par des hausses de prix ciblées.

# Conclusion

L’analyse de l’évolution des pondérations de l’IHPC au Sénégal entre 2014 et 2021 met en lumière des changements significatifs dans les habitudes de consommation des ménages. Ces transformations reflètent les mutations socio-économiques du pays et soulignent leur impact direct sur la mesure de l’inflation.

Les résultats obtenus montrent une baisse notable des pondérations des produits alimentaires, passant de 49,64 % à 45,47%, et une augmentation marquée dans les secteurs de la restauration, des services de communication et des loisirs. Ces évolutions traduisent des changements dans les modes de vie, l’urbanisation croissante et l’amélioration du pouvoir d’achat. L’étude a également révélé que ces ajustements impactent directement la mesure de l’inflation, en rendant l’IHPC plus représentatif des réalités économiques actuelles et en permettant une meilleure prise en compte des dynamiques des secteurs émergents. Par ailleurs, les secteurs à forte pondération, tels que les produits alimentaires, influencent fortement l’IHPC, car toute variation de leurs prix se reflète directement et significativement sur l’inflation globale. A l’inverse, les secteurs à faible pondération comme les assurances ont un impact moindre sur l’inflation.

Au terme de cette étude, il est essentiel d’instaurer une révision régulière des pondérations de l’IHPC pour refléter fidèlement les évolutions des comportements de consommation. Ces mises à jour doivent s’appuyer sur des enquêtes fréquentes et des données actualisées afin de garantir une représentation précise et pertinente. Par ailleurs, des actions ciblées doivent être entreprises dans les secteurs à forte pondération, tels que l’énergie et les services pour stabiliser les coûts et de limiter les hausses de prix. Enfin, il serait pertinent de moderniser les outils de collecte des données sur les prix en remplaçant les méthodes traditionnelles sur papier par des solutions numériques, telles que les applications mobiles et les bases de données centralisées. Cette transition permettra d’accroître la rapidité et la fiabilité des informations tout en facilitant le processus de collecte.

# Bibliographie

* **UEMOA**. Guide méthodologique de l’indice harmonise des prix à la consommation dans la zone UEMOA
* **Banque Mondiale**. *PIB par habitant (dollars US courants) - Sénégal*.
* **Banque Mondiale**. *Population urbaine (% de la population totale) – Sénégal*
* **ANSD.** *Note d'Analyse du Commerce Extérieur (NACE) 2021*. Rapport, décembre 2022.
* **Ministère du Commerce du Sénégal**. *Statistiques des importations de tissus et de vêtements, 2021*.
* **ANSD**. *Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM) 2021-2022*. Rapport final, juillet 2024.
* **Ministère de la Santé et de l'Action Sociale.** *Rapport des Comptes de la Santé 2014-2016*.
* **Direction Générale des Douanes du Sénégal.** *Statistiques des importations de véhicules 2013-2014*.
* **Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP)**. *Rapport sur le marché des communications électroniques 2022*. ARTP, Dakar, 2023.
* **Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI)**. *Rapport sur la situation de l'enseignement supérieur au Sénégal*.

# Table des matières

[Décharge i](#_Toc182822548)

[Remerciement ii](#_Toc182822549)

[Avant-propos iii](#_Toc182822550)

[Sommaire iv](#_Toc182822551)

[Sigles et abréviations v](#_Toc182822552)

[Liste des tableaux vi](#_Toc182822553)

[Liste des Graphiques vii](#_Toc182822554)

[Résumé viii](#_Toc182822555)

[Introduction 1](#_Toc182822556)

[Chapitre 1 : Présentation de la structure d’accueil 3](#_Toc182822557)

[1. Historique de l’ANSD 3](#_Toc182822558)

[*2. Missions de l’ANSD 4*](#_Toc182822559)

[*3. Organisation de l’ANSD 5*](#_Toc182822560)

[***3.1 Présentation des directions 5***](#_Toc182822561)

[***3.2 Services régionaux 5***](#_Toc182822562)

[***3.3 Services centraux 6***](#_Toc182822563)

[***3.4 Présentation du Bureau des Prix 10***](#_Toc182822564)

[Chapitre 2 : Cadre conceptuel 13](#_Toc182822565)

[1. Introduction générale à l’IPC et à l’IHPC 13](#_Toc182822566)

[2. Objectifs de l’IPC et de l’IHPC 13](#_Toc182822567)

[3. Méthodologie de calcul 14](#_Toc182822568)

[Chapitre 3 : Analyse de l’évolution des pondérations de 2014 et de 2021 19](#_Toc182822569)

[1. Pondération 2014 19](#_Toc182822570)

[2. Pondération 2021 20](#_Toc182822571)

[3. Comparaison pondérations 2014-2021 21](#_Toc182822572)

[Chapitre 4 : Rôle des pondérations dans les variations de l’IHPC 41](#_Toc182822573)

[1. Pondérations et structure de la consommation 41](#_Toc182822574)

[2. Transmission des chocs sectoriels 41](#_Toc182822575)

[3. Rigidité des prix et impact sur l'IHPC 42](#_Toc182822576)

[4. Catégories à faible pondération 43](#_Toc182822577)

[Conclusion 44](#_Toc182822578)

[Bibliographie a](#_Toc182822579)

[Table des matières b](#_Toc182822580)